Comment se crée la richesse et comment se répartit-elle ?

# **La combinaison productive**

- Pour produire, il faut des ingrédients : les matières premières, les outils (machines par exemple), le travail humain plus au moins qualifié, l’information, les savoirs ou les savoir-faire.

- Les éléments qui entrent dans le cycle de production sont appelés « **input** ». Ils contribuent à la création de la richesse sous forme de produits qui sont nommés « **output** ».

🡺 Tous ces éléments contribuent à la **création de la richesse**sous forme de produits.

- Les matières premières posent le problème de leur renouvellement car **leurs stocks sont épuisables**. La technologie permet de consommer moins de ressources pour le même résultat.

- Les informations et les compétences augmentent la polyvalence des salariés, ce qui permet d’**optimiser les processus de production**. Les compétences détenues par les salariés forment ce que l’on appelle le **capital humain**. Il est essentiel pour **développer de nouvelles technologies**.

# 1) Les facteurs de production

L’économie retient **2 principaux facteurs de production : le travail et le capital**.

**Le rapport entre les quantités de facteur travail ou de capital employé est ce qu’on appelle la combinaison productive**.

**a) Le facteur travail**

Le facteur travail s’apprécie en **quantité**et en **qualité** car plus les **travailleurs** sont qualifiés, plus ils sont aptes à utiliser des machines et à réaliser des opérations complexes.

**La quantité de travail**maximale disponible dans l’ensemble de l’économie est celle fournie par sa population active.

**La qualité du travail**dépend directement du niveau de qualification et de l’expérience acquise par les travailleurs.

**b) Le facteur capital**

**Le facteur capital désigne l’ensemble des machines utilisées pour produire.** Ce stock varie en fonction des investissements réalisés, soit pour en augmenter le nombre (on parle d’investissement de capacité), soit pour les moderniser (on parle d’investissement de modernisation), soit pour les renouveler (on parle d’investissement de renouvellement).

**c) La fonction de production**

Le **niveau de production** atteint en quantité et en qualité est une fonction des facteurs de production, capital (K) et travail (L). Grâce à la technologie employée et à la combinaison productive, la valeur de la production (Y) qui est l’« output » est supérieure à celle des facteurs de production qui sont les « inputs ». Cette fonction peut s’écrire mathématiquement : Y = F (L, K).

# 2) Le choix de la combinaison productive

Le choix de la combinaison résulte d’un calcul de coût d’opportunité. **Le producteur compare les coûts des différents facteurs de production** par rapport au niveau de production qu’il peut atteindre. Il tient compte de la technologie utilisée et des quantités relatives de facteurs de production employées pour faire son calcul.

Ex : Si le coût de l’heure de main-d’œuvre est plus élevé que le celui de l’heure d’utilisation des machines alors pour un niveau de production donné, le producteur préférera choisir une combinaison productive qui comportera plus d’heures machine que d’heure de main-d’œuvre.

Ainsi il aura tendance à **substituer le facteur capital au facteur travail** ce qui a une conséquence sur le niveau d’emploi donc le chômage. Quand une combinaison productive comporte plus de facteur capital que de facteur travail on dit qu’elle est **plus intensive en capital qu’en travail**.

Si avec les machines, la qualité de la production n’est pas satisfaisante pour les demandeurs alors le producteur peut choisir une combinaison productive plus intensive en main-d’œuvre qu’en capital. Il peut faire ce choix malgré un coût plus élevé de la main-d’œuvre pour satisfaire la demande sur son marché.

On mesure **l’efficience de la combinaison productive**grâce au **taux de productivité.**Le taux de productivité est le rapport entre le résultat obtenu et les quantités de facteurs de production employés. On parle de **productivité globale** des facteurs mais il est possible de calculer la productivité pour chaque facteur de production capital (K) ou travail (L) :

678d478b-8bf4-437e-8a0c-65fa0e28f40b

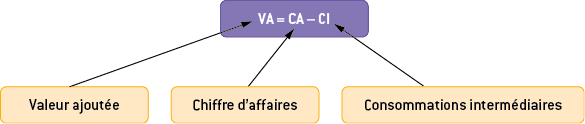
***Attention****: Il faut être attentif aux unités employées pour calculer la productivité physique (ou réelle) des facteurs. Les unités doivent être homogènes.*

L’informatique et plus globalement **les nouvelles technologies de l’information et de la communication (NTIC)** sont à l’origine des **gains de productivité réalisés à partir des années 2000**, en particulier aux États-Unis ; d’où l’importance pour une économie d’investir dans la formation. Pour la première fois dans l’histoire de l’humanité, l’**intelligence artificielle**permet de disposer de machines capables d’apprendre par elles-mêmes. Cet outil**révolutionne la façon de produire dans de nombreux secteurs d’activités**.

# **La mesure de la production et ses prolongements**

# La valeur ajoutée

La valeur ajoutée mesure **la richesse créée sur une période donnée par une entreprise**. Elle se calcule en retranchant au chiffre d’affaires le coût des consommations intermédiaires achetées aux fournisseurs et non produites par l’entreprise.



**Le chiffre d’affaires est la somme des prix unitaires multipliés par les quantités vendues**. Or, il existe des activités dont la production est réelle mais qui n’est pas vendue sur un marché. Pour calculer la valeur ajoutée du secteur non marchand (associations, services publics…), les comptables nationaux se fient au **coût total de leur production**.

# 2) Le produit intérieur brut

Au niveau d’un pays, la richesse créée pendant un an est mesurée par le **produit intérieur brut (PIB)**. Il se calcule en additionnant toutes les valeurs ajoutées créées pendant 1 an sur le sol national par les unités de production marchandes ou non, qu’elles soient nationales ou étrangères :

18861e09-6a75-4366-b632-430245eebd6a

Tous les agents économiques contribuent au PIB même si les entreprises (ici les sociétés non financières), en raison de leur fonction principale, sont les principaux contributeurs. Les gains de productivité réalisés dans les années 1970 ont permis un **très fort accroissement des richesses matérielles** dont l’équipement actuel du foyer des ménages témoigne de façon intuitive.

Si ce taux augmente, alors **le pays crée plus de richesse**. Si ce taux diminue mais reste positif, cela signifie que le pays crée de nouvelles richesses mais à un rythme plus lent. Si ce taux est négatif, alors la richesse créée diminue. Techniquement, on parle de **récession**quand le PIB décroît sur 2 trimestres. Si la décroissance du PIB dure plus de 1 an, on parle de **dépression**.

La technologie employée et la taille de la population active influencent le taux de croissance de l’économie. Dans les pays développés comme la France, le niveau d’automatisation de la production est tel qu’**il faut de plus en plus investir pour provoquer une croissance de l’économie**. Seule une modification radicale des modes de production grâce à des **innovations fortes** pourrait changer ce constat.

Le **niveau de richesse** atteint doit être interprété avec **prudence** pour plusieurs raisons :

* le PIB comptabilise la valeur ajoutée qui n’est pas forcément créée par des entreprises nationales. Ainsi, si les entreprises étrangères sont nombreuses dans le pays, ce dernier dépend des stratégies de ces entreprises qui peuvent se délocaliser là où les conditions d’activité leur sont favorables ;
* le PIB dans son mode de calcul ne tient pas compte des activités illégales ou encore domestiques ;
* le PIB comptabilise paradoxalement des activités qui dégradent la qualité de vie. Une industrie polluante crée de la valeur ajoutée sans pour autant dire que la pollution est un élément de la richesse désirable. Les entreprises de dépollution créent également une hausse du PIB ;

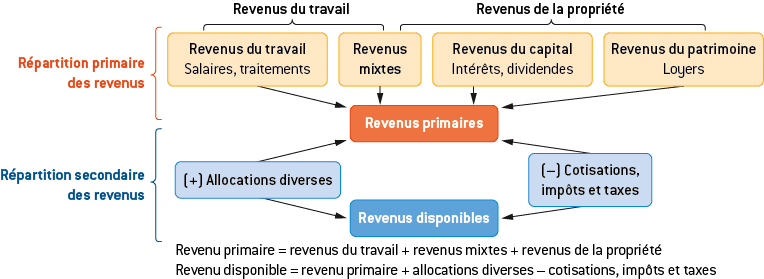
Le PIB peut être artificiellement augmenté par des activités comme la construction de logements qui n’ont pas d’effet durable sur la création de richesse. Ainsi en Chine, il existerait une cinquantaine de villes fantômes comme celle d’Ordos qui ont des équipements surdimensionnés alors qu’elles ont peu d’habitants par rapport au nombre de logements construits. L’immobilier représenterait 15 % du PIB de la Chine.

Le PIB n’indique rien sur la **répartition des richesses**. Un PIB par habitant élevé peut masquer de fortes inégalités de revenus dans le pays si une faible partie de la population accapare l’essentiel des richesses.

🡺 Le **taux de croissance** est le principal indicateur de la performance économique mais il doit, au regard de ce qui précède, être relativisé et complété par d’autres indicateurs plus qualitatifs comme **l’indice de développement humain (IDH)**.

# **III. La dynamique de la répartition des revenus**

# 1) Du revenu primaire au revenu disponible



***Remarque***

*On appelle****revenus mixtes****les revenus issus du travail et du patrimoine car l’entrepreneur propriétaire de son entreprise se verse une rémunération mais il perçoit aussi une part du bénéfice.*

L’origine des revenus dont dispose les ménages est diverse. Globalement, il y a les revenus du travail ; les revenus liés à la propriété de l’outil de production ou de biens patrimoniaux et les revenus qui proviennent de la solidarité des autres agents économiques.

La **distribution primaire des revenus** se fait dans les organisations qui produisent de la valeur ajoutée. La **distribution secondaire des revenus** est le résultat de l’action de l’État qui tente de diminuer les inégalités de revenus entre les plus riches et les plus pauvres grâce au prélèvement de l’impôt et à la distribution d’allocation diverses.

# Le partage de la valeur ajoutée

Le partage de la valeur ajoutée consiste à **rémunérer tous ceux qui ont contribué directement ou indirectement à la création de la valeur**. Les bénéficiaires sont, dans l’ordre :

* **les salariés**, en récompense du travail fourni, qui perçoivent un salaire ;
* **les institutions financières** qui ont contribué aux investissements en accordant des prêts et sont rémunérées des risques pris sous forme d’intérêts financiers ;
* **l’État et les administrations publiques**qui fournissent un environnement favorable à l’activité économique grâce à l’éducation, au financement de la recherche fondamentale, à toutes les infrastructures de transport ou de communication, etc. Pour cela l’État perçoit des impôts et des taxes ;
* **les propriétaires du capital**qui perçoivent des parts du bénéfice appelées dividendes ;
* ce qui reste après ces opérations de répartition constitue **l’épargne de l’organisation**mise en réserve qui sert notamment à l’autofinancement.

Le partage de la valeur ajoutée est l’objet d’une négociation entre partenaires sociaux, c’est-à-dire les représentants des salariés et des employeurs car :

* **s’il se fait au profit des salariés**, cela favorise la consommation et la motivation au travail mais cela diminue aussi les capacités d’autofinancement de l’investissement qu’il soit de capacité ou de modernisation ;
* **s’il se fait au profit des actionnaires** au détriment des salariés, alors il y a un risque d’accroître les inégalités en confisquant une partie des richesses en sur-rémunérant le risque pris par les apporteurs de capitaux. Au contraire, une rémunération trop faible décourage la prise de risque des investisseurs.

La part de la valeur ajoutée qui revient aux salariés s’est stabilisée à partir des années 1980. La part prélevée par l’État est croissante mais relativement faible alors que les marges d’exploitation reversées aux actionnaires et disponibles pour l’autofinancement se sont accrues jusqu’au début des années 1990 pour se stabiliser par la suite.

# 3) Les revenus de transfert et le revenu disponible

Malgré la répartition secondaire, les **inégalités de revenus se sont accrues en France**.

Le pouvoir d’achat des 10 % les plus pauvres a diminué sur cette période de 6,2 % alors que les 10 % les plus riches ont vu leur pouvoir d’achat augmenter dans le même temps de 11,8 %. Les plus riches gagnent 7,2 fois plus que les plus pauvres.

Les revenus de transfert (allocations et aides aux ménages les plus fragiles) ne suffisent pas à réduire ces écarts. Ce phénomène s’explique en partie par le rôle des revenus du patrimoine qui s’ajoutent aux revenus du travail pour les plus riches.

Le revenu disponible des ménages est influencé par : le **montant du revenu primaire** qui dépend du partage de la valeur ajoutée, de la pression fiscale sous forme d’impôts et de taxes et des mécanismes de solidarité dont dépendent les revenus de transfert.